UNE DÉCROISSANCE QUI NE SACRIFIERAIT PAS LES PAUVRES ? REDÉCOUVRIR ANDRÉ GORZ

Publié le 3 août 2022 par Romain Mamert

Sommes-nous condamnés à choisir entre une croissance qui épuiserait les ressources de la planète et une décroissance qui sacrifierait les pauvres ? Le première option conduirait les sociétés occidentales à leur perte. La seconde condamnerait les plus modestes, déjà victimes de l'atonie de la croissance engendrée par le néolibéralisme, à voir leur niveau de vie diminuer encore davantage. Il est de bon ton, dans le monde médiatique, de blâmer la consommation de masse des citoyens, et de songer à des instruments politiques

pour la restreindre ou la réorienter - sans dire un mot des structures productives ni des dynamiques d'accumulation du capital qui ont pourtant institutionnalisé cette consommation de masse. C'est l'un des grands mérites de la philosophie d'André Gorz que de les prendre en compte.

Lors de la Cop 26, les principales puissances mondiales, hormis la Chine et la Russie, se sont réunies afin de lutter contre le dérèglement climatique. Sans surprises, ce n'est pas un excès de volontarisme politique qui a caractérisé cette rencontre. Dès 2030, la température pourrait s'accroître de 1,5°c - un seuil dont le dépassement entraînerait des conséquences catastrophiques. Dès lors, un changement radical de système apparaît comme la seule solution pour limiter les effets néfastes de la crise climatique.

La décroissance apparaît comme l'une des voies envisageables. Autrefois perçue comme la marque d'un « retour à l'âge de pierre », voire d'un anti-modernisme technophobe, elle s'est depuis quelques années installée dans le paysage politico-médiatique et tend à devenir un sujet difficile à esquiver lorsque que la question écologique est posée sur la table. Durant la primaire d'Europe Écologie Les Verts (EELV), la décroissance fut l'un des thèmes notables des discussions entre candidats. Cette mise en lumière permet graduellement de la crédibiliser aux yeux des Français.

> *Les travaux de Gorz peuvent être compris comme une critique directe adressée aux décroissants qui dénoncent le consumérisme sans dire un mot du mode de production dominant. Plutôt que de pointer du doigt les comportements individuels et inciter à restreindre la consommation, ce sont les structures productives, selon Gorz, qu'il faut mettre en cause.*

Comme le révèle un sondage réalisé en décembre 2019 par Odoxa pour le MEDEF, 67% des Français seraient favorables à la décroissance, entendue comme « la réduction de productions de biens et de services pour préserver l'environnement et le bien de l'humanité ». Ces données représentent un progrès notable dans l'opinion, mais cette compréhension de la décroissance est réductrice par rapport à la richesse théorique du concept. La pensée d'André Gorz permet d'en prendre la mesure.

La décroissance est à comprendre comme un projet de société dont la philosophie est globale. Elle a pour ambition de refonder le modèle économique et le rapport au travail, mais aussi à émanciper les individus en tant qu'êtres libres. Ce projet politique tend à résoudre -

sur un mode non malthusien - une contradiction inhérente au capitalisme : celle d'une croissance infinie dans un monde fini.

Analyse historique du capitalisme et de l'origine du mythe de la croissance infinie

André Gorz s'inscrit dans une perspective marxiste ; la genèse du capitalisme est, pour lui, le produit d'un rapport de classes. Ainsi, Gorz prête une grande attention aux rapports de production. Une démarche appréciable, à l'heure où les *décroissants* de plateaux de télévision pointent du doigt la consommation, ciblant le *consumérisme* sans rien dire du système productif et des dynamiques d'accumulation du capital qui l'ont pourtant institutionnalisé.

Dans « L'écologie politique entre expertocratie et autolimitation » (*Actuel Marx* n°12, 1992), André Gorz retrace l'histoire du capitalisme et souligne le renversement fondamental que ce mode de production a généré concernant le rapport au travail et à la production. En effet, avant la révolution industrielle qui a induit la mécanisation des outils de production, le travailleur, selon Max Weber « ne se demandait pas *combien puis-je gagner par jour si je fournis le plus de travail possible* ? mais : *combien dois-je travailler pour gagner les deux marks cinquante que je recevais jusqu'à présent et qui couvrent les besoins courants* ? ». Cette relation au travail est théorisée par la *norme du suffisant* qui régissait les rapports au travail entre marchands et travailleurs. Un compromis qui se résume par cette maxime efficace « gain suffisant pour l'artisan, bénéfice suffisant pour le marchand ». Ainsi, les ouvriers n'étaient pas dans l'obligation de respecter un certain *quantum* minimum de travail.

Cette liberté dans le travail qu'accordent Gorz et Weber aux ouvriers qui précède la mécanisation des outils de travail était contradictoire avec les intérêts des capitalistes, dont le désir était la maximisation de leur profit. Cette incompatibilité entre la *norme du suffisant*, le modèle de travail des ouvriers, et le désir irrémédiable d'enrichissement des capitalistes a fait naître la nécessité d'une industrialisation de la production. Ce bond technologique a permis aux capitalistes de contrôler et donc d'ôter la « maîtrise des moyens de production » aux ouvriers et de leur imposer « une organisation et une division du travail par lesquelles la nature, la quantité et l'intensité du travail à fournir leur seraient dictées ». C'est la logique capitaliste même d'accumulation qui s'oppose à la *norme du suffisant* : elle empêche les capitalistes de produire toujours davantage puisque les travailleurs peuvent, s'ils le souhaitent, travailler un minimum pour combler les besoins primaires. Dans ce cas, la

production de biens est fortement limitée, et par conséquent les profits restreints. Dès lors, les capitalistes doivent trouver un moyen de rendre les travailleurs serviles. La révolution industrielle a donné la possibilité d'imposer une « triple dépossession » aux travailleurs.

La « triple dépossession » est le mouvement initié par la mécanisation des outils de production qui prive les travailleurs de toute liberté dans leur travail. La première dépossession du travailleur est celle qui rend le travail inappropriable. Selon Danièle Linhart, sociologue du travail, « les modèles d'organisation du travail ont toujours cherché à déposséder les salariés de leurs savoirs professionnels. » Ce processus de dépossession passe, notamment dans l'industrie automobile, par la « répétition uniforme » (Thierry Pillon) des gestes du travailleur. Cette « triple dépossession » a rendu possible l'organisation scientifique du travail. À ce propos, Frederick Winslow Taylor affirmait que le savoir était un pouvoir. Par *savoir*, il faut entendre toutes les compétences techniques acquises par l'ouvrier dans le cadre de son travail, ce qui implique qu'il peut mettre en œuvre ses connaissances afin de les utiliser dans un cadre donné. La division du travail aboutit justement à une répartition telle qu'aucun travailleur ne pouvait comprendre le fonctionnement global des machines. De nos jours, ce rôle est largement attribué aux *managers* qui ont la tâche de piloter le travail de leurs équipes.

> *Cette condition de dépossession du travailleur de son travail, lorsqu'elle est atteinte, permet la production de surplus économique dont les ouvriers ne tirent aucun intérêt.*

Cette condition de dépossession du travailleur de son travail, lorsqu'elle est atteinte, permet la production de surplus économique dont les ouvriers ne tirent aucun intérêt. L'arbitrage du travailleur n'existe plus sur ce qu'il juge bon comme quantité ou qualité de ce qui doit être produit. Il devient un simple exécutant, victime d'un processus d'aliénation objective, ses supérieurs lui retirant expressément les moyens de maîtriser les tenants et les aboutissants de son travail.

C'est à partir de cette situation initiale que le capitalisme a véritablement commencé à exercer une activité de prédation sur la nature. Les travaux de Gorz peuvent être compris comme une critique directe adressée aux *décroissants* qui dénoncent le *consumérisme* sans dire un mot du mode de production dominant. Chez Gorz, la surconsommation est la conséquence de la surproduction - et non d'une pratique culturelle moralement condamnable. Plutôt que de pointer du doigt les comportements individuels et inciter à

restreindre la consommation, ce sont les structures productives qu'il faut mettre en cause.

Travailler plus, consommer plus

La critique des besoins tels qu'ils ont été corrompus par le capitalisme est un thème central chez André Gorz. Les besoins à l'ère capitaliste sont le moteur de la surconsommation de marchandises et de services, lesquels pour la plupart en plus d'être inutiles ont un pouvoir hautement destructeur sur la nature. Ils ont pour seul objet la démarcation sociale, élément moderne de distinction bourgeoise. Ainsi, le seul horizon de la société capitaliste est le projet de consommation, voire d'hyperconsommation, jusqu'au point de non-retour.

NDLR : *Sur cette même thématique, lire sur LVSL l'article de Jules Brion : « La "classe des loisirs" de Veblen pour comprendre les crises écologiques modernes »*

Pour André Gorz, avant la révolution industrielle, la production de biens et de marchandises visait à assouvir nos besoins naturels. L'avènement de la mécanisation industrielle a conduit à une inversion de cette structure, de sorte que la production de biens n'avait plus pour objectif de répondre à des besoins primaires - le capitalisme générant de nouveaux besoins. Dès lors, le capitalisme est mû par une boucle rétroactive des besoins : un produit est la conséquence d'une création d'un besoin nouveau par le capitalisme. C'est ainsi que le système capitaliste est à l'origine du mythe de la croissance infinie, nécessaire à son bon fonctionnement.

Cette société de l'hyperconsommation ne peut tenir que sur le fondement d'une classe de travailleurs-consommateurs. Les travailleurs, soumis à une organisation scientifique du travail, sont conduits à respecter une certaine quantité horaire de travail. Les patrons le comprennent bien, mus par une obsession de contrôler le temps de travail de leurs employés.

Le patronat a toujours été davantage enclin à accorder des congés qu'à réduire le temps de travail ; dans la perspective de Gorz, cela n'a rien de fortuit. Les vacances sont à comprendre comme une « interruption programmée de la vie active » : elles constituent le moment par excellence de la consommation. Réduire le temps de travail représente en revanche un danger pour le patronat : cela donne la possibilité aux classes laborieuses d'enrichir leur vie quotidienne par un engagement associatif, politique, syndical ou culturel potentiellement subversif. Or, le temps plein limite mécaniquement l'implication dans ces sphères. Ainsi

s’esquisse le modèle du travailleur-consommateur qui n’a que le temps de travailler et de consommer.

La décroissance comme philosophie de l’émancipation de l’homme

La décroissance est un projet de rupture avec le capitalisme, fondé sur les constats du rapport Meadows intitulé *Les limites à la croissance*. Comme son titre l’indique, ce rapport expose pour la première fois les dégâts irréversibles du capitalisme sur la nature. Donella et Dennis Meadows appellent dès 1972 à changer radicalement de système, sans quoi l’humanité irait droit vers l’effondrement de nos sociétés modernes, expression pour laquelle « il ne faut pas entendre la fin de l’humanité, mais la diminution brutale de la population accompagnée d’une dégradation significative des conditions de vie ».

La Terre, en raison de ses limites physiques et biologiques, ne peut supporter le coût d’une croissance infinie additionnée à un accroissement démographique trop important. Le rapport Meadows est en substance une exhortation à la sobriété, élément clé de la décroissance illustrant la fameuse maxime : « mieux, ce peut être moins. » André Gorz reprend cette formule en prônant une diminution du temps de travail ainsi qu’une diminution de la consommation. Mais réduire la décroissance à ce dernier aspect serait une erreur de compréhension ; pour Gorz, il s'agit moins de faire de lourds sacrifices matériels que de se débarrasser de besoins inutiles, au profit d'activités plus fondamentales - parmi lesquelles la « participation à la vie sociale. »

> *Toujours est-il est qu'une mise en application sans transition des préceptes décroissants semble relever de la gageure. Elle ne ferait qu'accroître les maux du néolibéralisme, qui se caractérise déjà par une faible croissance.*

On comprend donc pourquoi aux yeux de Gorz, le capitalisme apparaît comme un système qui asservit l’homme tout en détruisant la biodiversité.

Revenu universel ou garantie à l'emploi ?

André Gorz fut un soutien de « l’inconditionnalité du droit à un revenu de base », qu'il présente comme le prélude à l’émancipation des individus [1]. Gorz affirme avoir longtemps hésité avant de soutenir une telle transformation, tant l'idée semble longtemps avoir été préemptée par les courants libéraux. C'est une telle mesure que soutient par exemple le penseur américain John Rawls, selon lequel le travail est à considérer comme un « bien » qui, au nom du principe de justice sociale, doit être offert à tous les individus.

André Gorz se refuse à penser le travail comme un « bien » : il n’est qu’un moyen nécessaire en vue d’une fin, celle de combler nos besoins essentiels. Le travail en tant « qu’activité nécessaire » confère selon Gorz une reconnaissance au travail, et par là-même une légitimité et une fonction au sein de la société - en cela, le travail est une « dimension de citoyenneté ».

Gorz n'ignore cependant pas les limites du revenu universel - et par exemple le risque qu'il devienne le vecteur d'une consommation accrue. C'est pourquoi il le considère comme un simple outil au service d'une révolution politique plus large. Sans changement structurel, le revenu universel ne serait qu'une manière de perpétuer le système capitaliste - voire de déséquilibrer le rapport de forces entre salariés et patronat, s'il sert à justifier la suppression de certains minima sociaux. Une certaine acception du revenu universel prend pour acquise et irréversible la raréfaction du travail, et sert de palliatif à ce chômage croissant. L’idée n'est pas intéressante par sa portée émancipatrice, l'un de ses angles morts est de ne pas penser le travail comme un droit.

Or - c’est toute la problématique portée notamment par la garantie à l’emploi vert - le travail doit bien être considéré comme un droit, et non comme un bien. Pour cela, il faut reconsidérer le travail pour l’extraire de sa conception capitaliste. Le revenu universel tel qu’il est pensé majoritairement ne serait qu’en définitive une mesure d’adaptation au capitalisme, là où la garantie à l’emploi vert tente de mettre un terme à l’un des piliers du capitalisme : le chômage de masse organisé qui, loin d'être une fatalité, permet aux détenteurs de capitaux de maximiser leurs gains alors que de nombreux emplois utiles à la société restent encore à créer, notamment dans le domaine de la transition écologique.

Seul un bouleversement majeur de notre système engagera un mouvement qui sera en mesure de répondre aux enjeux d’émancipation des individus et du dérèglement climatique. C'est la leçon de la pensée écologique d'André Gorz, dont les préceptes ne se résument pas à protéger la nature.

Toujours est-il est qu'une mise en application sans transition des préceptes décroissants semble relever de la gageure. Dans le cadre d'un système capitaliste - dont on peut supposer qu'il ne sera pas aboli du jour au lendemain -, une dynamique de décroissance se traduirait par la destruction d'un nombre considérable d'emplois et un accroissement de la pauvreté. Elle ne ferait qu'accroître les maux du néolibéralisme ; celui-ci se caractérise déjà par une faible croissance, dont souffre la majorité de la population. Dès lors, ne serait-il pas plus opératoire de songer aux moyens d'indexer la croissance sur des activités non polluantes et respectueuses de l'environnement ? Sur le court terme, une réhabilitation des principes keynésiens sur des bases écologiques semble une perspective plus utile qu'une promotion de la *décroissance* stricto sensu. Celle-ci demeure un horizon souhaitable pour une société post-capitaliste, dont la pensée de Gorz dessine les contours. Mais elle ne fournit pas les clefs pour rompre avec le capitalisme lui-même - et encore moins le capitalisme néolibéral.

Note :

[1] André Gorz, « Pour un revenu inconditionnel suffisant », *Transversales sciences et culture*, 2002, 3ème semestre.